

Questions orales

M. Hnatyshyn: La question.

M. le Président: A l'ordre.

Mme Mitchell: Est-ce que le premier ministre tient vraiment à l'équité? Si c'est oui, pourquoi ne réforme-t-il pas le régime fiscal de telle sorte que le président de banque verse une bonne tranche d'impôt, pour aider à payer tous les programmes sociaux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami reconnaîtra sûrement que dans une question de cette importance il serait tout à fait injuste de détacher un membre de phrase pour essayer d'en faire une politique gouvernementale. Je pense que mon honorable amie a examiné . . .

Mme Mitchell: Je vous ai interrogé.

M. Mulroney: J'essayais de répondre à votre question.

Mme Mitchell: Répondez maintenant.

M. Mulroney: Si vous voulez bien me le permettre, je serai heureux de continuer. J'ai déclaré en avril l'an dernier, dans un discours à l'Association des éditeurs canadiens, qu'effectivement le régime fiscal serait un important levier pour réaliser l'équité dans les programmes sociaux. Mon honorable ami reconnaîtra, je l'espère, que lorsqu'il y a un déficit de plus de 37 ou 38 milliards et qu'on emprunte pour servir les intérêts de la dette, on se trouve à réduire les chances des plus démunis de notre société.

Ce que nous essayons de faire, c'est de demander si l'opposition a suffisamment de maturité pour participer à un débat qui veut venir en aide aux plus démunis. Voilà le fond de la question.

Des voix: Bravo!

L'UTILISATION DES SOMMES QUI POURRAIENT ÊTRE
ÉPARGNÉES

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, dans l'interview qu'il a accordée en novembre au *Toronto Star*, le premier ministre a dit que l'argent qui serait économisé en réduisant le budget des programmes sociaux ne servirait pas à réduire le déficit. Peut-il expliquer pourquoi, dans l'interview enregistrée que le ministre des Finances a donnée hier à la Presse canadienne, celui-ci a dit que c'est exactement ce que le gouvernement comptait faire? S'il y a le moindre doute à ce sujet, le premier ministre peut-il dire pourquoi il a déclaré il y a un instant qu'il comptait justement utiliser l'argent économisé grâce aux compressions budgétaires apportées aux programmes sociaux pour réduire le déficit?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que mon honorable ami se contredit tellement peu souvent qu'il est à la Chambre même s'il avait formellement promis de démissionner à cause d'une violation flagrante d'une promesse très importante faite au peuple canadien, en fait deux promesses! L'une d'elles avait trait au prix de l'essence et l'autre aux taux d'intérêt. J'espère donc qu'il démissionnera après sa prochaine question.

Il sait très bien qu'après avoir hérité d'un gâchis économique sans précédent que nous a légué son gouvernement nous essayons de remettre un peu d'ordre dans les finances du Canada pour faire baisser les taux d'intérêt et participer à la

création des emplois dont nous avons besoin. Dans la même optique, nous devons examiner, avec votre collaboration, les maigres ressources dont nous disposons pour garantir, s'il y a un moyen, que les membres défavorisés de notre société, les dépossédés et les pauvres obtiendront une part plus importante de ces ressources que les riches.

● (1130)

Je voudrais que vous cessiez de défendre les riches du Canada parce que ce sont les nécessiteux que nous devrions aider. C'est d'ailleurs ce que nous essayons de faire.

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le premier ministre vient de confirmer que lui-même et son gouvernement ont l'intention d'utiliser l'argent économisé grâce à la réduction du budget des programmes sociaux pour faire baisser le déficit.

Des voix: Oh, oh!

LA POLITIQUE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question au premier ministre. Quand il a déclaré lors de sa conférence de presse aujourd'hui que les conservateurs avaient dû être prudents en annonçant leurs décisions politiques pendant la campagne électorale l'été dernier, n'a-t-il pas confirmé que, pendant la campagne, les conservateurs n'ont pas expliqué dans tous les détails ce qu'ils comptaient faire, non pas à une poignée de présidents de banque, mais à des millions de Canadiens ordinaires? N'est-ce pas pour cela que le ministre de la Justice a dit avant la campagne électorale que, si le public savait ce que les conservateurs comptaient faire, ils ne seraient jamais élus?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Le fait est que j'ai bien employé le mot «prudence». Vous avez tout à fait raison. J'ai bien utilisé ce mot et nous avons en effet été prudents parce que nous avons été témoins des volte-face, des revirements et des conversions du parti libéral. Vous aviez mené vos campagnes électorales en annonçant des lignes de conduite que vous avez reniées dès que vous avez été réélus. Les Canadiens en avaient assez. Nous avons été logiques du début à la fin et nous remplissons les promesses . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: . . . que nous avons faites pour aider les citoyens ordinaires et les nécessiteux. Nous essayons de créer des emplois et de remettre l'économie sur les rails.

Des voix: Bravo!

LES ALLOCATIONS FAMILIALES ET LES PENSIONS

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au premier ministre et est plutôt directe, je crois. A propos d'allocations familiales et de pensions, le gouvernement a-t-il toujours pour principe de respecter l'universalité des prestations dans les deux cas? Dans l'affirmative et si, comme l'a dit le premier ministre, le ministre des Finances annonce une politique qui ne cadre pas avec le programme du gouvernement, pourquoi est-il autorisé à faire ces déclarations?